



LES SYSTÈMES AGRO-ALIMENTAIRES MEDITERRANÉENS

Roland Pérez

Les dynamiques démographiques que connaissent les pays méditerranéens, qu'elles soient externes ou internes, définitives ou temporaires, amènent à se poser quelques questions simples mais fondamentales :

– La région méditerranéenne pourra-t-elle supporter les effets de ces dynamiques ? C'est-à-dire à la fois un accroissement sensible de sa population et une très inégale répartition amenant, ici un littoral surchargé, là une désertification.

– Les sols souvent fragiles, des ressources en eau limitées, permettront-ils de faire face simultanément aux sollicitations multiples dont ils sont l'objet, d'une part du monde agricole, d'autre part de l'urbanisation et du tourisme ?

– L'agriculture, tout particulièrement, est-elle en mesure de faire face à la pression démographique et d'assurer l'alimentation des nouvelles couches de population, notamment des grandes zones urbaines du sud ?

Dans la présente contribution⁽¹⁾, on se centrera sur le « défi agro-alimentaire », né des situations contrastées entre les potentialités agricoles et les besoins alimentaires selon les différentes sous-régions de la zone méditerranéenne.

Traiter des relations entre agriculture et alimentation, c'est parler en termes de systèmes agro-alimentaires, plus exactement de « méso-systèmes » composés des acteurs, des institutions et des procédures, impliqués dans les différentes filières concernées⁽²⁾.

La région méditerranéenne constitue une zone privilégiée pour l'observation de ces dynamiques agro-alimentaires dans la mesure où, là plus qu'ailleurs, on peut observer l'éclatement des modèles traditionnels et l'apparition de nouveaux modèles qui, selon le cas, se substituent, s'opposent ou se juxtaposent aux précédents.

Après avoir montré l'opposition entre le nord et le sud de la Méditerranée, nous analyserons la dynamique des différents systèmes agro-alimen-

⁽¹⁾ Cet article s'appuie sur les études menées sur le thème par l'auteur et son équipe à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (CIHEAM) dont plusieurs ont déjà donné lieu à publications (cf. Pérez, 1992 ; Pérez, 1994).

⁽²⁾ Cf. F. Lauret et R. Pérez (1992).

taires en œuvre dans cette région et leur évolution prévisible, à moyen terme, en fonction des différents scénarios envisageables.

I – LE CONSTAT : UNE MÉDITERRANÉE COUPÉE EN DEUX

Dans le domaine agro-alimentaire, la région méditerranéenne n'a plus d'unité, si tant est qu'elle en ait jamais eu.

L'examen des données disponibles sur le quart de siècle écoulé⁽³⁾ montre clairement une opposition entre le nord et le sud de la Méditerranée et plus précisément entre le groupe de pays relevant de la Communauté Européenne (CEE-Med.) et les pays tiers méditerranéens (PTM).

⁽³⁾ Cf. l'annuaire *Medagri* (1995), CIHEAM-IAM. M et le *CD-ROM Aremm* (1993), CIHEAM-IAM.M.

1. Le produit agricole

Indicateurs macro-économiques

Le produit intérieur brut agricole (PIB-A) permet d'apprécier le poids du secteur agro-alimentaire dans l'économie nationale. La région méditerranéenne, à l'instar des autres régions du monde, connaît une diminution relative de son secteur agricole. La part relative du produit agricole est tombée en 25 ans de 12,5 % à 5 % du PIB global de la zone⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Région méditerranéenne *lato sensu* (pays riverains + Portugal et Mauritanie, mais hors États du Golfe).

Cette diminution relative est liée au différentiel de croissance, le PIB-A augmentant à un taux moyen sensiblement inférieur à celui du PIB (6,5 % contre 10,5 %).

Production par tête

Rapportée au nombre d'actifs agricoles, la situation des différents pays méditerranéens apparaît très contrastée. En dehors du cas particulier d'Israël et, dans une certaine mesure, de la Libye, on observe une hiérarchisation relativement stricte entre pays CEE et pays tiers méditerranéens. On peut dire, pour simplifier, que l'actif agricole français ou italien a une production, exprimée en valeur marchande internationale⁽⁵⁾, vingt fois supérieure à celle de ses homologues de Turquie ou d'Égypte, pourtant pays de longue tradition agraire.

⁽⁵⁾ Il convient, en effet, de bien avoir en considération les distorsions liées aux effets de change et celles liées à l'auto-consommation, difficile à cerner.

2. Dépenses alimentaires

Indicateurs macro-économiques

L'analyse de la dépense alimentaire complète les observations précédentes. Il y a une bonne corrélation entre le poids du PIB-A dans le PIB et celui des dépenses alimentaires dans l'ensemble des dépenses de consommation des ménages. On observe l'opposition entre pays du Nord, notamment CEE, et les PTM (avec le cas particulier d'Is-

raël) ; le Français en moyenne ne consacre plus que 1/6 de son budget à l'alimentation, alors que l'Égyptien en est encore à la moitié⁽⁶⁾.

Structure des dépenses alimentaires

Une analyse plus affinée de la structure des dépenses alimentaires des différents pays méditerranéens et de leur évolution depuis vingt-cinq ans corrobore, voire accentue, les observations précédentes. Pour l'ensemble des pays méditerranéens on observe une amélioration sensible des disponibilités protéiniques par habitant, ce qui dément – au moins au niveau des statistiques officielles – les assertions de détériorations globales des conditions alimentaires⁽⁷⁾.

Il reste que malgré les progrès remarquables des pays de la rive sud, la hiérarchisation CEE-PTM est incontestable.

Ainsi alors que les pays de la CEE méditerranéenne, à l'instar des autres nations économiquement développées, tendent à diminuer leur consommation de protéines végétales par substitution de protéines animales, la plupart des pays tiers méditerranéens n'ont pu faire face à leurs besoins protéiniques que par un recours massif aux protéines végétales.

3. Industries et échanges agro-alimentaires

Industries agro-alimentaires

Le poids des IAA dans les différents pays méditerranéens est difficile à apprécier compte tenu de l'insuffisance de statistiques pour certains pays. On peut cependant les estimer, en 1990, à une cinquantaine de milliards de dollars en valeur ajoutée (industries alimentaires et boissons, hors tabac). Les trois pays de « l'arc latin » (France, Espagne, Italie) représentent les 3/4 des IAA de la zone ; la France en représentant, à elle seule, près de la moitié⁽⁸⁾.

Les échanges agro-alimentaires

La structure des échanges agro-alimentaires en Méditerranée et leur évolution ces 25 dernières années, complète les enseignements résultant de l'étude du produit agricole et des consommations alimentaires. L'ensemble méditerranéen connaît un déséquilibre de ses échanges agro-alimentaires, signe de son insuffisance globale à satisfaire ses besoins. Contrairement aux idées reçues, ce déséquilibre s'est plutôt réduit ce dernier quart de siècle, les exportations, qui couvraient en moyenne 2/3 des importations, en couvrent actuellement les 3/4. Cette amélioration est due à la vigueur des exportations qui ont augmenté plus rapidement que les importations (9,4 % contre 8,7 % en taux moyens annuels).

⁽⁶⁾ Il convient d'avoir à l'esprit que cette barre de 50 % du budget des ménages consacré à l'alimentation n'a été franchie pour un pays comme la France qu'après la Seconde Guerre mondiale ; ce qui montre l'intensité des mutations socio-économiques enregistrées ces dernières décennies.

⁽⁷⁾ Il est clair que ces rations moyennes – au-delà de leur fiabilité – peuvent refléter d'extrêmes inégalités selon les catégories de population, voire entre les différentes régions d'un même pays [cf. par exemple étude de M. Padilla et S. Oncuoglu sur la Turquie (1992), in J. Thobie, R. Pérez, S. Kançal (éd.), *Agriculture et industrialisation en Turquie et au Moyen-Orient*, Actes du colloque d'Adana, 29 mai-1er juin 1989, L'Harmattan, Paris].

⁽⁸⁾ On sait cependant que cette puissance des IAA françaises n'est pas spécifiquement méditerranéenne.

Ce résultat global sur la région synthétise des situations très hétérogènes, par zone et par pays.

Les pays de la CEE Méditerranéenne représentent 3/4 des importations agro-alimentaires et près de 9/10 des exportations de l'ensemble méditerranéen. Ils enregistrent une sensible amélioration de leur taux de couverture (X/M de 0,52 à 0,86), amélioration qui est liée à l'importance de la croissance des exportations par rapport à celle des importations (10,7 % contre 8,5 % en taux moyens annuels).

Les pays tiers méditerranéens, en revanche, montrent une évolution très contrastée. Alors que leurs exportations agro-alimentaires n'augmentent qu'à un taux réduit (5,3 %), leurs importations augmentent plus fortement (près de 9 %). Ceci amène une détérioration de leur balance agro-alimentaire, le taux de couverture X/M chutant de 1,1 à 0,48.

Il conviendrait certes d'affiner encore plus l'analyse à la fois par pays, par régions et par catégories sociales. C'est ainsi que l'on observe des différences importantes entre le nord et le sud de l'Italie ou de l'Espagne, entre l'est et l'ouest de la Turquie, etc.⁽⁹⁾

Cette dichotomie Nord-Sud paraît cependant assez nette pour constituer le fait majeur sur lequel il faut s'appuyer avant toute tentative de prospective.

II – LES DYNAMIQUES AGRO-ALIMENTAIRES

Une étude des différentes composantes agricoles et alimentaires dans la région méditerranéenne a permis de mettre en relief l'existence d'une pluralité de systèmes agro-alimentaires qui coexistent, à de degrés divers, dans les différents pays de la zone.

Nous avons appelé ces différents systèmes : agro-alimentaire traditionnel (AGAT), alimentaire importateur (ALIM), agro-exportateur (AGEX)⁽¹⁰⁾

Le système agro-alimentaire traditionnel (AGAT) est fondé sur les liens naturels forts entre les productions de la zone et les modes de consommation de ses habitants.

À l'origine, AGAT comportait les productions végétales bien décrites par Braudel (céréales, vigne, olivier), auxquelles s'ajoutaient les productions animales typées (ovins, caprins, poissons). Comme on le sait, la région méditerranéenne a incorporé progressivement d'autres types de productions, pour lesquelles son climat se révélait favorable ; ainsi les agrumes ou la tomate. Ces produits sont devenus partie intégrante du mode de production méditerranéen et se sont incorporés dans les structures de consommation.

⁽⁹⁾ Il conviendrait notamment de mettre à part la situation de la France dont le poids considérable dans le domaine agro-alimentaire est, comme on l'a rappelé, essentiellement lié à ses régions non méditerranéennes. On peut considérer que la Méditerranée française représente sensiblement 1/10 de l'ensemble de l'agriculture française ; ce poids moyen dépend évidemment de la limite retenue et varie selon les produits concernés (cf. F. Lauret, 1992).

⁽¹⁰⁾ Cf. R. Pérez (1992).

Il existe ainsi, au-delà des divergences liées au niveau de vie et parfois aux interdits religieux, des traits communs aux habitudes alimentaires des pays méditerranéens, par exemple : importance des fruits et légumes, de l'huile d'olive, de la viande ovine, de certains poissons.

C'est cet ensemble production-consommation, conforté par une logistique d'approvisionnement et de distribution relativement simple, que l'on peut définir comme le système agro-alimentaire traditionnel.

Ce système connaît actuellement une crise pour des raisons convergentes qui ont été analysées :

- évolution de la structure démographique ;
- densification des zones littorales et urbaines ;
- évolution des modes de consommation ;
- insertion internationale.

Il est clair qu'actuellement, et dans certains pays depuis plusieurs années, voire des décennies, le système AGAT n'est plus en mesure de faire face aux nouveaux besoins quantitatifs et qualitatifs des populations concernées.

Le système alimentaire importateur (ALIM) s'est développé précisément du fait de l'insuffisance du système traditionnel. Son origine est cependant ancienne, la région méditerranéenne ayant de tout temps recouru à des importations de ses zones limitrophes pour la nourriture d'une partie de sa population, ou pour certaines denrées non produites dans la région⁽¹¹⁾. Cependant la situation actuelle n'est pas comparable par son ampleur, voire sa nature. Pour plusieurs pays, tels que l'Égypte ou l'Algérie, c'est l'alimentation de base, notamment des grandes zones urbaines qui ne peut être couverte que par un recours massif aux importations. Celles-ci comprennent pour l'essentiel des produits végétaux, en utilisation directe pour la consommation humaine (blé), ou indirecte là où la mise en place d'unités de production animale a nécessité des aliments importés. Elle peut cependant concerner des produits animaux, souvent à partir de produits déjà transformés (poudre de lait).

Le système ALIM est maintenant dominant dans plusieurs pays du Sud, en complément ou en substitution avec le système agro-alimentaire traditionnel. Il tend à faire de la zone méditerranéenne concernée un lieu d'affrontements des grands exportateurs mondiaux de produits alimentaires, en particulier pour les céréales⁽¹²⁾.

Le système agro-exportateur (AGEX) est lié à un autre aspect de l'insertion de la région méditerranéenne dans les systèmes d'échanges internationaux. Il exprime cette fois la capacité pour certains pays et pour certains produits, de jouer un rôle actif à l'exportation. En dehors du cas particulier de la France, dont on a rappelé à plusieurs reprises que sa puissance agro-alimentaire n'était pas spécifiquement

⁽¹¹⁾ Cf. le commerce ancien des épices par voie terrestre ou maritime.

⁽¹²⁾ « Un enjeu mondial », selon l'expression de : Allaya M., Labonne M., Papayannakis M. (1988). Cf. l'étude de Tubiana L. *et alii* (1989) sur « Politiques céréalières et politiques d'approvisionnement en céréales de quatre pays méditerranéens : Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte », CIHEAM-INRA, Montpellier.

méditerranéenne, le système AGEX concerne principalement les productions et les zones bénéficiant d'avantages de compétitivité : fruits et légumes en général, en particulier tomates et agrumes, vins et huile d'olive évidemment... Ces positions de compétitivité sont très perceptibles dans certaines zones, par exemple les plaines alluviales (vallées du Pô, de l'Ebre, région de Valence, d'Izmir, d'Adana, etc.).

Ce système s'appuie, au-delà d'exploitations agricoles performantes, sur un appareil de transformation, de conditionnement et une logistique efficace, en relation directe avec les grandes centrales d'achat de la grande distribution. Le système AGEX est en effet intégré dans le système mondial, plus particulièrement européen. La zone méditerranéenne apparaît alors, dans un ensemble économique euro-méditerranéen, comme une zone de spécialisation dans certaines productions, essentiellement fruits et légumes, devenant en quelque sorte le « jardin de l'Europe ».

La région méditerranéenne française peut être ainsi caractérisée par rapport à la dynamique des systèmes agro-alimentaires :

- Le modèle AGAT reste présent mais est en recul, compte tenu de l'uniformisation des normes de consommation, malgré le maintien de certaines traditions.

- Le modèle ALIM est en essor, avec la réserve particulière que cet approvisionnement extérieur à la zone vient du reste du territoire français. Il concerne particulièrement les zones urbaines et les stations de tourisme.

- Le modèle AGEX se développe lentement, compte tenu de la concurrence qu'il subit des pays voisins. Il s'appuie sur les produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée (vins, fromages, charcuterie).

Compte tenu de l'uniformisation des stratégies territoriales, la France méditerranéenne est, plus que d'autres régions d'Europe, concernée par le phénomène de la grande distribution, pour lequel la France est leader, et qui constitue une composante majeure de la dynamique agro-alimentaire.

III – ESSAI DE PROSPECTIVE AGRO-ALIMENTAIRE

Cette analyse prospective sera esquissée selon les trois scénarios retenus et correspondant respectivement à un prolongement des tendances actuellement observables, à une vision pessimiste d'aggravation des crises et, enfin, à une perspective plus optimiste.

1. Le scénario tendanciel : la poursuite de la dérive alimentaire des continents

Ce scénario repose sur les hypothèses suivantes :

- maintien des tendances démographiques actuelles, avec début de la transition démographique pour certains pays du Sud ;
- déplacements internes de la population vers les zones urbaines, et plus généralement le littoral ;
- évolution limitée des modèles de consommation ;
- évolution moyenne de la productivité agricole ;
- poursuite de l'intégration européenne, concernant les cinq pays méditerranéens, en particulier effets de la réforme récente de la PAC ;
- accords de coopération limités entre pays tiers méditerranéens et CEE/PTM ;
- crises nombreuses mais pas de conflits majeurs en termes politiques, religieux ou militaires.

La mise en œuvre de ces différentes hypothèses, dans le cadre de la dynamique agro-alimentaire esquissée ci-dessus, aboutit à ce que l'on peut qualifier comme « la poursuite de la dérive alimentaire des continents ». Plus exactement, ce scénario oppose deux blocs principaux : la CEE-Méd et l'ensemble Maghreb-Machrek, avec une situation intermédiaire, celle de la Turquie, et une interrogation majeure liée à la crise actuelle, celle des Balkans.

2. Le scénario pessimiste : la spirale crise-conflits-disette

Ce scénario repose sur des hypothèses démographiques et économiques de base qui ne sont pas fondamentalement différentes du scénario précédent, tant certaines tendances paraissent difficilement réversibles à court terme. En revanche, il s'en démarque au plan géopolitique : les événements régissant les sociétés humaines étant, comme on le sait, des plus versatiles.

On peut envisager l'aggravation de certaines des crises récentes ou actuelles de la région méditerranéenne :

- tensions politiques et religieuses à l'intérieur de différents pays méditerranéens ;
- révolutions radicalisantes (type Iran), dans tel pays du Sud ou de l'Est ;
- persistance et aggravation de conflits locaux (Moyen-Orient, Balkans, Caucase...) ;
- opposition CEE-PTM faisant de la Méditerranée une zone frontière sur laquelle les logiques sécuritaires l'emportent ;

o tensions à l'intérieur de la CEE, entre pays, voire entre régions, pouvant aboutir à un blocage, voire une rupture du processus communautaire.

Il est clair qu'il n'est pas besoin que ces hypothèses se réalisent simultanément – chacune d'entre elle pouvant avoir un impact propre – mais leur juxtaposition constituerait un véritable « scénario catastrophe ».

3. Le scénario optimiste : la voie étroite d'une coopération agro-alimentaire euro-méditerranéenne

Comme précédemment, ce scénario ne diffère pas fondamentalement du premier en fonction des indicateurs de base, vu leur inertie. Là également, les hypothèses alternatives sont principalement de type géopolitique :

- pas de conflits majeurs, notamment militaires ;
- priorité donnée dans les pays du Sud au développement économique et social ;
- volonté des pays du Nord d'assurer un concours significatif au co-développement de la zone.

Cette volonté de concertation réciproque pourrait prendre la forme, d'une part de la mise en place de coopérations régionales Sud-Sud, d'autre part d'accords bilatéraux entre la CEE et différents PTM, voire des sous-ensembles (ex. : UMA).

Dans le domaine agricole et alimentaire ici analysé, ces accords pourraient concerner la mise en place de procédures conjointes de régulation des flux d'échanges marchands et technologiques.

Les protocoles commerciaux et financiers que les pouvoirs publics (États et organismes internationaux) pourraient mettre en place devraient concerner les conditions générales du fonctionnement des différents systèmes agro-alimentaires méditerranéens :

- garantie d'approvisionnement sur la base de contrats à moyen terme pour les biens alimentaires importés (ALIM) ;
- facilités d'exportation également, par des contrats à moyen terme pour les produits du Sud pouvant trouver une place sur les marchés européens (AGEX) ;
- initiatives conjointes pour améliorer les conditions de production agricole et le système de transformation et de commercialisation (AGAT).

Dans le domaine agricole et alimentaire, plus que dans d'autres, il convient cependant de renoncer aux espoirs d'une planification étatique, pour laisser les acteurs eux-mêmes (agriculteurs, industriels, distributeurs,

etc.) être des agents actifs de leur développement. Il faut, pour l'essentiel, se contenter de leur assurer les conditions de leurs initiatives, dont on a rappelé que la première est la sécurité.

Le progrès agricole et alimentaire, comme la protection de l'environnement, apparaissent plus que jamais à la fois comme des indicateurs de développement et des témoins de la sagesse des peuples.

Roland Pérez

Directeur de l'Institut Agronomique Méditerranéen

CIHEAM - IAM. M

3191 route de Mende - BP 5056

34033 Montpellier cedex 1

RÉFÉRENCES

- Allaya, M. et alii (1996). Medagri : annuaire des économies agricoles et alimentaires des pays méditerranéens et arabes, CIHEAM/IAM, Montpellier, édition 1996, 455 p.
- Allaya, M. et alii (1993). Le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 2000, étude CIHEAM-IAM, Montpellier pour la CEE DGVI, 4 fasc. :
 - Algérie (Bédrani, S.), 78 p. ; Egypte (Abdel Hakim, T. ; Aboumandour, M.), 90 p. ; Maroc (Jouve, A.M. ; Belghazi, S.), 113 p. ; Tunisie (Allaya, M. ; Thabet, B.), 100 p.
- Allaya, M. ; Labonne, M. (1993). Développement agricole et agro-alimentaire des PSEM, interactions avec l'espace communautaire, étude TAD-CIHEAM pour la CEE DGXVI, 104 p.
- Balta, P. (1992). La Méditerranée réinventée : réalités et espoirs de la coopération, La Découverte/Fondation René Seydoux, Paris.
- Gizard, X. (ed.) (1993). La Méditerranée inquiète, Datar-Editions de l'Aube, 191 p.
- Lauret, F. (1992). L'agriculture méditerranéenne française, Économie Rurale, n° 211.
- Pérez, R. (1994). Les systèmes agro-alimentaires méditerranéens, in Équilibre alimentaire, agriculture et environnement en Méditerranée, Options Méditerranéennes, Sér. A/n°24, 162 p.
- Pérez, R. (1992). Les systèmes agro-industriels méditerranéens : une analyse introductive, Medit, n°1, pp. 1-14.

- Pérez, R. (1991). Les filières agro-alimentaires en Méditerranée, in *Avenir de l'espace méditerranéen*, Édition Publisud, Paris, pp. 315-330.
- Rastoin, J.L. (1992). Perspectives agro-alimentaires méditerranéennes, *Revue Économie et Gestion agro-alimentaire*, n°27, avril 1993, pp. 27-32.
- Reiffers, J.L. et alii (CEFI éd.) (1992). *La Méditerranée économique*, Economica, 576 p. + 2 tomes d'annexes (disponibles au CEFI Aix-en-Provence).
- Reynaud, C. ; Sid Ahmed, A. (éds) (1991). *L'avenir de l'espace méditerranéen*, CMM-Publisud, Paris, 985 p.